

Déclaration concernant l'annonce de la cheffe du gouvernement de Hong-Kong sur le retrait du projet de loi d'extradition

samedi 7 septembre 2019, par [Le comité pour la Liberté à Hong Kong](#) (Date de rédaction antérieure : 4 septembre 2019).

NB : Constitué à l'été 2019, le « Comité pour La Liberté à Hongkong » regroupe des hongkongais.es résidant en France.

Il est rapporté dans la presse que Carrie Lam a annoncé tôt aujourd'hui [mercredi 4 septembre] le retrait du projet de loi controversé sur l'extradition, laissant croire à un succès des manifestations qui ont lieu depuis trois mois à Hong-Kong.

Dans cette déclaration, nous voudrions expliquer pourquoi **ce n'est pas encore une victoire** et exhorter la communauté internationale à faire preuve de **vigilance dans l'interprétation** de cette annonce.

Premièrement, ce que Carrie Lam a annoncé n'était pas un retrait immédiat du projet de loi, mais **seulement un plan** visant à « présenter une motion pour annuler le projet de loi conformément au règlement intérieur du parlement lorsque celui-ci reprendra ses séances » qui auront lieu à la mi-octobre. Nous exhortons la communauté internationale à garder un œil sur l'évolution de la situation, car **rompre les promesses n'est pas rare** dans la politique de Hong-Kong, ni un suicide de la classe politique compte tenu du manque de représentation démocratique à Hong-Kong.

Il convient également de souligner que le retrait du projet de loi sur l'extradition n'est que l'une des cinq revendications des manifestants, qui ont été clairement énoncées depuis le mois de juin. À part le retrait du projet de loi, **Carrie Lam n'a fait aucune concession sur les quatre autres revendications.**

Elle a insisté pour s'appuyer sur le comité IPCC (équivalent à IGPN en France) pour enquêter sur le comportement de la police, alors qu'il n'est pas complètement indépendant du pouvoir exécutif et il n'a pas de pouvoir juridique suffisant pour convoquer des témoins et n'offre pas de protection aux victimes et aux témoins.

Comme en témoignent les sondages menés par le PORI et la CUHK, environ 80% des citoyens sont d'accord pour créer une commission d'enquête indépendante sur les brutalités policières. De plus, 95% des manifestants considèrent qu'une telle commission est primordiale. Ignorant les 4 autres demandes, la réponse de Carrie Lam est loin de répondre à nos attentes. Il semble que l'annonce du retrait ne serve qu'à **détourner l'attention**, d'autant plus qu'elle intervient quelques jours à peine après que la police a pris d'assaut une station de métro et attaqué sans distinction des passagers leur causant de multiples blessures.

Pour le retrait de ce projet de loi d'extradition, il a fallu 3 mois de manifestations, 8 suicides, de nombreux blessés résultants de la brutalité policière et des attaques des Triades [mafia]. Pour résoudre le problème à la racine, pour résoudre les troubles civils et pour éviter de futures perturbations motivées par de mauvaises décisions du gouvernement, **il nous faut une réforme politique** pour établir un système plus démocratique, afin de tenir le gouvernement pour

responsable de ses erreurs et de ses conséquences, et d'établir un mécanisme légitime et efficace pour la résolution des conflits.

Nous appelons le gouvernement à **répondre aux quatre autres revendications** des manifestants et à veiller à ce que le projet de loi d'extradition soit retiré en octobre.

Nous sommes solidaires avec des manifestants à Hong Kong.
Cinq demandes, pas une de moins.

Le Comité pour la Liberté à Hong-Kong

<https://sites.google.com/view/libreHK>

<https://www.facebook.com/solidaritywithhk/>